

Les forces politiques dominantes fustigent le coût du travail, le Parti Communiste Français dénonce le coût du capital.

Nos propositions :

Augmenter la part des salaires dans la richesse produite : les travailleurs qui créent la richesse ont le droit d'avoir en retour un salaire leur permettant de vivre dignement !

Sécuriser les parcours de vie : Les salariés n'étant pas des variables d'ajustement comptable, ils ne doivent pas être la soupape du capital. La crise est un prétexte pour diminuer nos droits

Peser sur les entreprises pour une autre logique de développement : Faire cotiser les revenus financiers des entreprises et des banques au même taux que les cotisations des salariés.

Permettre un crédit incitant la formation, l'emploi, et la recherche dans les entreprises. Son taux serait modulé en fonction des efforts entrepris.

Donner un pouvoir accru aux salariés notamment par le biais des IRP (institution représentative du personnel)

Investir massivement dans les services publics : les services publics créent de la richesse et du travail sûr, c'est un investissement pour l'avenir.

Engager un audit citoyen de la dette publique : la dette a été artificiellement augmentée par les capitalistes pour faire les poches des peuples, ça suffit, les riches sont assez riches !



Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France et en Europe

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Courrier électronique : _____

Renvoyer à : **Fédération du Parti Communiste Français Var,**

Espace Bale Nuée, avenue du Docteur Eugène Blanc 83160 La Valette du Var

Tél : 04 94 23 43 92 Suivre notre campagne : <http://www.pcf.fr/coutduK>

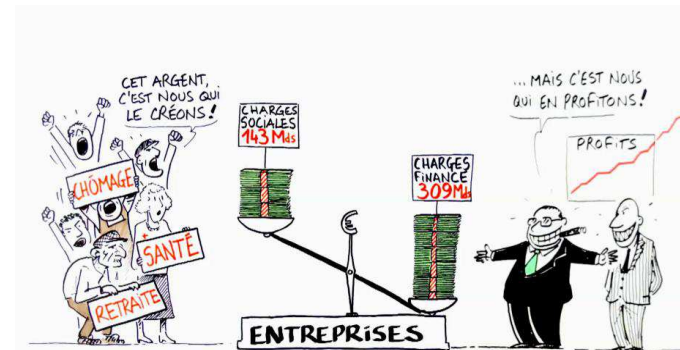


Le patronat à l'offensive contre les droits des salariés, de la protection sociale et des services publics.

Coût du capital, Coût du travail : Lequel des deux gangrène le pays ?

Les syndicats patronaux avancent une théorie selon laquelle le travail serait un coût qui pénalise la compétitivité des entreprises et plus généralement celle de l'économie. Cette grande offensive idéologique, relayée par les médias, a pour objectif le formatage et la culpabilisation de l'opinion publique.

Le gouvernement faisant allégeance au grand patronat s'inscrit clairement dans cette même logique d'austérité qui consiste à réduire toujours plus les dépenses publiques au détriment des populations et au seul profit des marchés financiers. Il a donc décidé d'amplifier et d'accélérer les cures d'austérité subies par le peuple depuis des décennies.



Émanant du pacte de stabilité et de croissance (PSC) de l'union Européenne approuvé par les états, les récents dispositifs d'exonération de cotisations sociales mis en place par le gouvernement Français, comme le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), le pacte de responsabilité, ont pour seul objectif de faire baisser le « coût du travail » et d'augmenter les taux de marge des entreprises. C'est un transfert de près de 80 milliards

d'euros des entreprises sur le dos des familles, le gouvernement engageant une réduction sans précédent de la protection sociale (santé, famille, retraite) et des services publics.

La politique d'exonération de cotisations sociales patronales menée depuis 1992 a déjà **permis aux entreprises d'empocher près de 400 milliards d'euros.**

De tels choix politiques démontrent que, comme leurs prédécesseurs, F. Hollande et M. Valls ont choisi leur camp, celui de la finance envers celui du progrès social et de l'humain d'abord.

Cette logique d'austérité pour le peuple, dévastatrice, source de crise sociale, humaine, politique, démocratique et de chômage de masse, mène notre société droit dans le mur, comme en sont déjà victimes les peuples Grecs, Espagnols, Portugais, Irlandais où la pauvreté et la misère, source de tensions et de conflits sociaux, se sont installées durablement...



Il nous appartient d'imposer au gouvernement un changement immédiat de cap : celui de la solidarité, de la démocratie, du progrès social et de la paix.

Le capital crée les riches, le travail crée la richesse

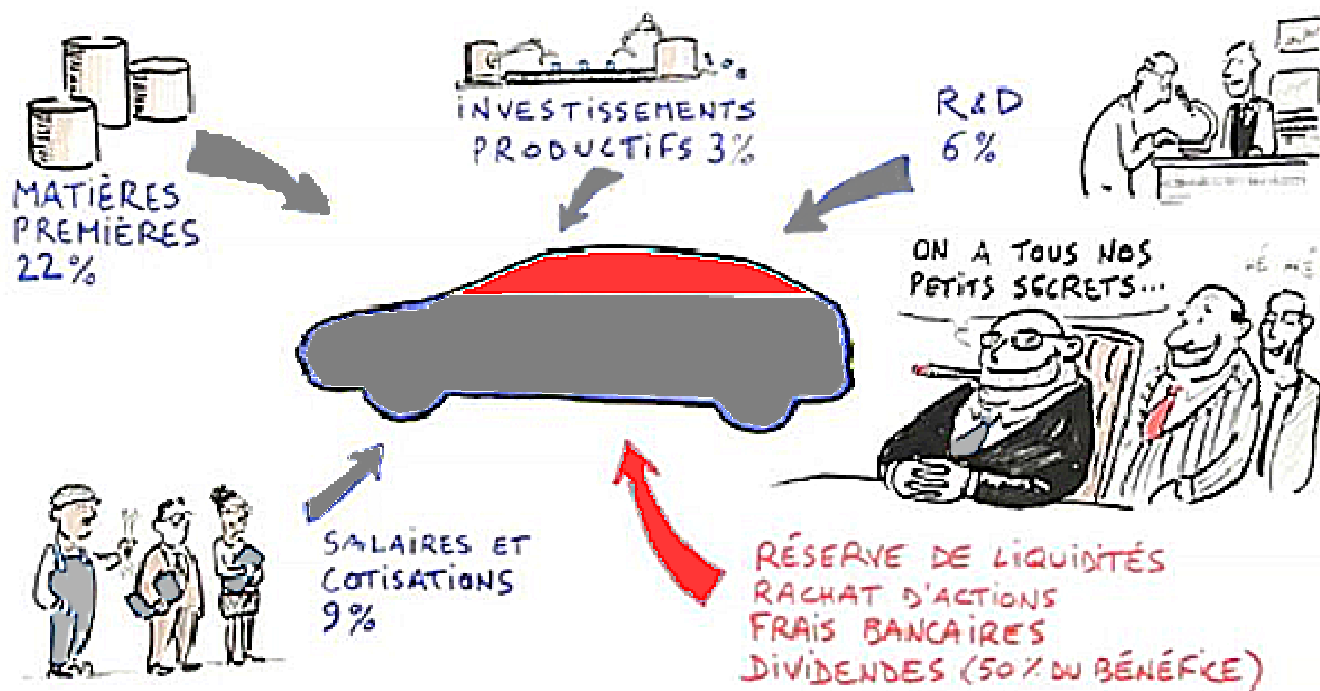
PARTAGEONS LA RICHESSE

Coût du Travail - Coût du capital : Enfin la Vérité !

Parce qu'elle s'appuie sur une argumentation erronée et parce qu'elle légitime des politiques qui, loin de nous sortir de la crise, nous y enfoncent chaque jour un peu plus, il y a urgence à rétablir la vérité : c'est le travail qui crée la richesse alors que le capital, lui, la ponctionne pour créer des riches.

Imaginons qu'on enlève les salariés d'une usine. Les matières premières arrivent et puis... et puis plus rien. Pas de salarié pour transporter et charger les matières premières, pas de salarié pour les transformer, pas de salarié pour les vendre. Résultat : aucune richesse produite. Alors pourquoi le capital, qui ne peut rien faire tout seul, prend-t-il une grosse part sur la richesse produite par les salariés ? Et les salariés alors ... s'ils ont produit la richesse, ils y ont droit, non ?

Produire une automobile en France, combien ça coûte ?



D'après l'INSEE, les dividendes et les intérêts versés par les entreprises aux actionnaires et créanciers représentent une ponction de **298,6 milliards d'euro** sur les entreprises non financière, soit 29 % de la valeur ajoutée !

Les cotisations représentent elles **157,9 milliards** et les investissements **197,4 milliards**.

La part de la richesse produite par les travailleurs captée par le capital est en constante progression :

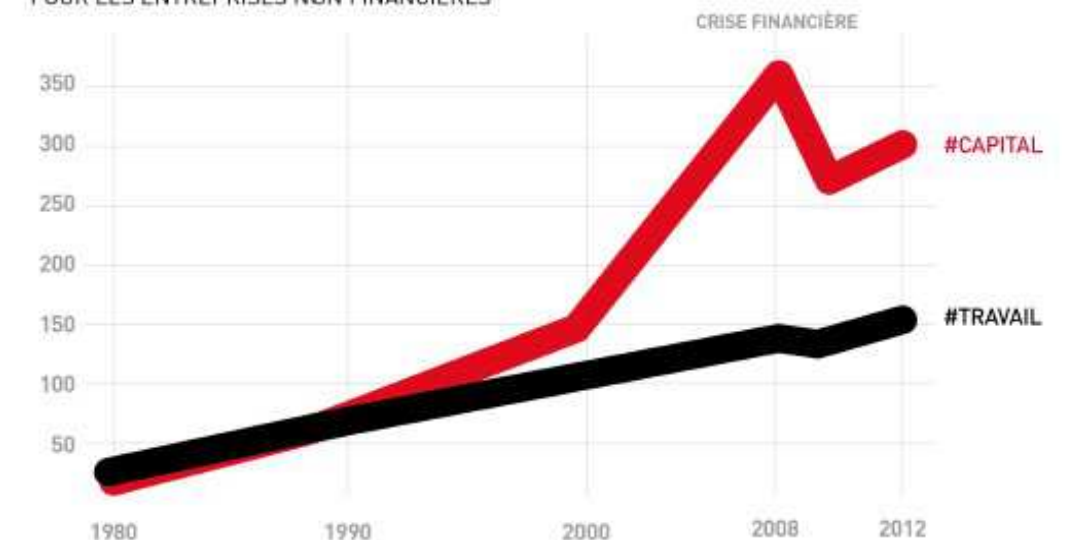
14 % en 1980

21 % en 1999

29 % en 2012

ÉVOLUTION DES COTISATIONS SOCIALES ET CHARGES FINANCIÈRES

POUR LES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES



● CHARGES FINANCIÈRES = DIVIDENDES ET FRAIS FINANCIERS (BANCAIRES...)
● COTISATIONS SOCIALES = COTISATIONS SOCIALES EMPLOYEURS EFFECTIVES

SOURCE : Insee - Comptes de la nation 2012 | publiés en mai 2013 |

Si la richesse produite était la même qu'en 1980, un travailleur aurait perdu en moyenne 15 % de son salaire. Mais **la productivité a augmenté, les salaires non, et les riches se sont engraisés.**

On nous dit qu'il faut alléger les charges sociales, c'est déjà fait !

De 1992 à 2013, l'état a déjà déboursé 350 milliards d'euro d'exonération de cotisations sociales patronales abondées en 2014 par les 50 milliards du pacte de responsabilité !